



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 13 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MATÉRIAUX BAIE DE SEINE

Lieu-dit les gabions

76700 GONFREVILLE L'ORCHER

Références : 20220325_VI_MBS_IED

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement MATERIAUX BAIE DE SEINE implanté Lieu-dit les gabions - 76700 GONFREVILLE L'ORCHER. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 25 mars 2022 fait notamment suite à la remise du dossier de réexamen IED le 1^{er} décembre 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS MATÉRIAUX BAIE DE SEINE VL
- Lieu-dit les gabions 76700 GONFREVILLE L'ORCHER
- Code AIOT dans GUN : 0005800486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société MBS est autorisée à exploiter une installation de traitement de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) par arrêté préfectoral du 02 juillet 1999 :

- à recevoir en maturation ou traitement 75 000 t/an de mâchefers,
- à stocker du mâchefer brut, criblé ou concassé sur 16 000 m² (zone comprenant également l'installation de traitement).

Le site est certifié ISO 9001 et 14001.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
Réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71	/	Sans objet
Champ d'application	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 3	/	Sans objet
Caractérisation	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 6	/	Sans objet
Mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10	/	Sans objet
Caractérisation	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 7	/	Sans objet
Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article A-3.1.9	/	Sans objet
Recyclage et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article A-3.3.3	/	Sans objet
Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article A-3.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats de l'inspection du 25 mars 2022, les conditions d'exploitation du site sont satisfaisantes.

Après examen du dossier de réexamen IED, il en ressort que les mesures techniques actuellement mises en place sur le site sont conformes aux MTD et sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1999.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71
Thème(s) : Autre, Réexamen IED
Prescription contrôlée : I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R.515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois. II. – En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R.515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R.181-45, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté. III. – Sauf si un arrêté ministériel a fixé les conditions d'une transmission par voie électronique, le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. Lorsque le dossier de réexamen est soumis à consultation du public en application de l'article L.515-29, l'exploitant fournit le nombre d'exemplaires de ce dossier nécessaires à l'organisation de cette consultation. Ce dossier comporte un résumé non technique. L'exploitant joint également une version du dossier de réexamen au format électronique. IV. – Si ce dossier doit être soumis à consultation du public, dès que le dossier est complet et régulier, le préfet en informe l'exploitant.
Constats : Le site MATÉRIAUX BAIE DE SEINE est concerné par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite "IED" (Industrial Emissions Directive) au titre de la rubrique 3532 " Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes". Dans ce cadre, les conditions d'autorisation de l'installation IED doivent être revues périodiquement lors de la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD). Le réexamen des conditions d'autorisation est donc assujéti à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du secteur de l'incinération des déchets "WI" qui ont été publiées au journal officiel de l'union européenne le 12 novembre 2019. L'exploitant a donc transmis le 1 ^{er} décembre 2020, conformément aux dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement, un dossier de réexamen. Après examen du dossier, il en ressort que les mesures techniques actuellement mises en place sur le site sont conformes aux MTD et sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1999.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 3
Thème(s) : Autre, Constitution d'un lot périodique
Prescription contrôlée : La période P de constitution d'un lot périodique de MIDND (Mâchefer d'Incinération de Déchets Non Dangereux) est de : — un mois si la capacité autorisée de l'installation de traitement thermique productrice du MIDND est supérieure ou égale à 50 000 tonnes de déchets incinérés par an ; — trois mois si la capacité autorisée de l'installation de traitement thermique productrice du MIDND est inférieure à 50 000 tonnes de déchets incinérés par an. Cette période peut être portée à six mois si l'exploitant de l'installation de traitement thermique productrice du MIDND est en mesure de justifier la conformité de la composition physico-chimique d'au moins 12 lots consécutifs aux critères de recyclage spécifiés à l'annexe du présent arrêté.
Constats : La société MBS reçoit des MIDND provenant des usines d'incinération : • SYCTOM situé à Ivry-sur-Seine (réception d'environ 60 000 tonnes/an en 3 campagnes de 2 mois), • URBASER situé à Issy-les-Moulineaux (réception 15 000 tonnes/an en 2 campagnes par an).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractérisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 6
Thème(s) : Autre, Interdiction
Prescription contrôlée : Dans le but de satisfaire aux dispositions du présent arrêté, il est interdit de procéder à : — un mélange de MIDND issus de lots périodiques différents ; — une dilution de MIDND avec d'autres substances ou objets ; — une stabilisation de MIDND.
Constats : Les MIDND sont stockés dans des alvéoles selon le mois de constitution et leur provenance. Une pancarte, affichée au niveau de chaque alvéole, indique clairement ces informations (photo 1 en annexe). Le jour de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none"> • qu'étaient stockés sur site les lots de mâchefers bruts de novembre 2021 à mars 2022 de SYCTOM, • que chaque lot dispose d'une zone de stockage dédiée sur la plate-forme soit séparé par un mur maçonné d'environ 1 m de hauteur (photo 1 en annexe), • que les lots sont actuellement physiquement séparés, • que la zone périphérique était globalement bien entretenue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en oeuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10
Thème(s) : Autre, Elaboration du matériau alternatif
Prescription contrôlée : L'élaboration de tout matériau alternatif et la formulation de tout matériau routier doivent être motivées par l'atteinte des performances mécaniques nécessaires pour les usages routiers visés et, le cas échéant, par la nécessité d'assurer la compatibilité chimique avec les substances ou objets avec lesquels le matériau routier sera directement en contact au sein de l'ouvrage routier. A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'élaboration ainsi qu'une procédure de formulation qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La phase d'élaboration au sein de l'installation de maturation et d'élaboration (IME) comprend a minima un tri permettant d'extraire les matières indésirables dans le matériau routier, en particulier les métaux et les imbrûlés de grande taille. La durée de la phase d'élaboration ne peut excéder un an. La phase de formulation ne peut envisager le mélange de matériaux alternatifs élaborés à partir de lots périodiques issus de plusieurs installations de traitement thermique de déchets non dangereux. La durée de stockage dans l'installation des matériaux alternatifs ou routiers ne peut excéder trois ans.
Constats : La phase d'élaboration du matériau alternatif au sein de l'installation comprend : <ul style="list-style-type: none"> • une étape de maturation (avant toute opération de tri, criblage,...). L'exploitant a déclaré que cette étape dure en moyenne entre 2 et 3 mois (la maturation est généralement plus rapide en été), • un tri permettant d'extraire les matières indésirables, en particulier les métaux et les imbrûlés de grande taille, • un criblage pour atteindre la granulométrie 0/30 mm. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les déchets issus du tri étaient stockés dans des alvéoles distinctes. Une pancarte affichée au niveau de chaque alvéole indique clairement la nature du déchet stocké et sa provenance dans le cadre des déchets de métaux. Les matériaux alternatifs produits ne sont ensuite plus stockés par lot périodique mais en deux tas accolés selon leur usage : <ul style="list-style-type: none"> • tas V1 pour un usage routier de type 1 (usage d'au plus trois mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus), • tas V2 pour un usage routier de type 2 (usages d'au plus six mètres de hauteur en remblai technique connexe à l'infrastructure routière (merlon de protection phonique ou paysager) ou en accotement, dès lors qu'il s'agit d'usages au sein d'ouvrages routiers recouverts). Le jour de l'inspection, les matériaux alternatifs stockés sur site n'étaient que de type V2 et provenant des MIDND SYCTOM (photo 2 en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractérisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Evaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à l'étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, nécessaires à la vérification des critères de recyclage mentionnés au 2° et au 3° de l'annexe du présent arrêté, pour tout lot d'un même matériau alternatif. Si l'exploitant dispose déjà de l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, il n'est pas tenu de réaliser de nouveau cette évaluation. Ces études concernent également tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant d'autres matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés. Les analyses nécessaires aux études sont réalisées par un organisme tiers compétent dans un délai d'un mois à compter de la constitution d'un échantillon mentionné à l'article 8. Les méthodes d'analyse sont choisies de manière que les limites de détection et de quantification associées permettent de positionner sans ambiguïté les résultats avec les valeurs limites des paramètres analysés.
Constats : La société MBS procède à l'étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants sur les matériaux élaborés. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le suivi informatique des résultats des analyses précitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article A-3.1.9
Thème(s) : Autre, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue une surveillance des eaux souterraines par la mise en place autour du site d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines constitué d'au moins 4 piézomètres.
Constats : Quatre piézomètres ont été implantés afin d'assurer le suivi des eaux souterraines au droit de la plate-forme de maturation des mâchefers. Ces piézomètres font l'objet d'un suivi en mars et septembre de chaque année. Un tableau des derniers résultats d'analyses a été remis à l'inspection le jour de la visite. Les résultats des mesures permettent de constater que les concentrations restent stables au fil du temps pour l'ensemble des paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recyclage et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article A-3.3.3
Thème(s) : Autre, Stockage des déchets avant élimination
Prescription contrôlée : Chaque déchet est clairement identifié et repéré. En particulier, les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalents aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes. Toutes les eaux d'égouttage et de ruissellement de la zone de traitement et de stockage des mâchefers sont collectées et ensuite acheminées vers l'usine d'incinération du Havre ou traitées par la STEP du Havre.
Constats : Les déchets générés par les activités du site sont stockés sur une zone dédiée dans des contenants couverts et sur rétention avec une pancarte indiquant la nature des déchets stockés (photo 3 en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article A-3.1.6
Thème(s) : Autre, Bassin étanche
Prescription contrôlée : Le bassin étanche de récupération des eaux de ruissellement et de percolation de la zone de stockage et de traitement des mâchefers est dimensionné pour recueillir les eaux en cas de pluie centennale suivie d'une pluie décennale : <ul style="list-style-type: none">- la capacité du bassin est de 1200 m³,- la chaussée constitue un volume de sécurité de 1000 m³ environ. L'exploitation et l'entretien de ce bassin sont assurés par un préposé responsable. Une consigne est établie afin d'en assurer les modalités. Un relevé quotidien des paramètres suivants est assuré : <ul style="list-style-type: none">- la valeur du niveau d'eau lue,- les volumes d'eau évacués vers l'usine d'incinération du Havre,- les volumes d'eau évacués vers la station de traitement des eaux de la ville du Havre,- la valeur des précipitations.
Constats : Les eaux de ruissellement de la zone de stockage et de traitement des mâchefers sont envoyées vers un bassin de 1200 m ³ . Le bassin est vidangé et curé annuellement. Les caniveaux d'accès au bassin et la zone de pompage sont curés tous les trois mois. L'exploitant a déclaré que l'eau du bassin est réutilisée sur site pour le lavage de la plate-forme et la gestion du taux d'humidité du MIDND. Aucun effluent n'est envoyé vers l'incinérateur ou la station d'épuration du Havre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe
Planche photographique
Société MATÉRIAUX BAIE DE SEINE à Gonfreville l'Orcher
Inspection du 25 mars 2022



Photo 1 : Aire de stockage des MIDND.

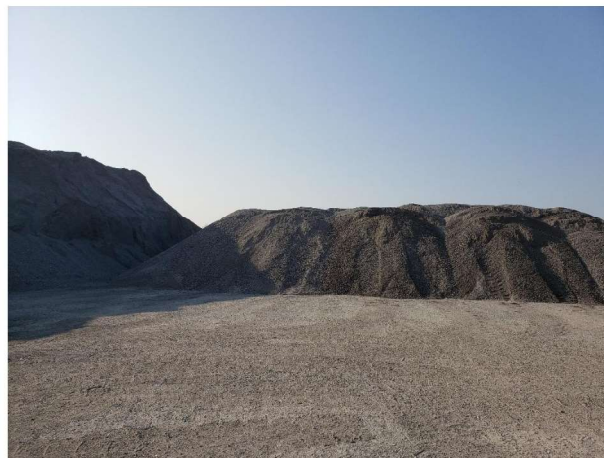


Photo 2 : Aire de stockage des matériaux élaborés.



Photo 3 : Aire de stockage des déchets.

